

# Le pouvoir aux travailleurs

08 MARS 1994

N° 17

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<b>EDITORIAL:</b>	
- PAR SES DECLARATIONS INSULTANTES, DE QUI SE MOQUE LE GOUVERNEMENT? .....	2
<b>COTE D'IVOIRE:</b>	
- AVEC LA DÉVALUATION, SITUATION ENCORE PLUS DURE POUR LES OUVRIERS .....	3 - 4
- SENEGAL: EMEUTE CONTRE LES EFFETS DE LA DÉVALUATION DU CFA .....	4 - 7
- LE PRINCIPAL RESPONSABLE DE LA MISÈRE EN AFRIQUE, C'EST LE CAPITALISME! .....	7 - 12
- BOSNIE: CE N'EST PAS LA PAIX QUE VEUT L'IMPERIALISME .....	12 - 13
- MOYEN ORIENT: LA TUERIE D'HEBRON: UN PAS DE PLUS VERS LE FOSSE DE HAINE ENTRE LES PEUPLES ..	13 - 15

E D I T O R I A L

PAR SES DECLARATIONS INSULTANTES,  
DE QUI SE MOQUE LE GOUVERNEMENT ?

Le gouvernement, par la bouche du ministre de l'Emploi et de la Fonction publique, a osé nous dire le 24 février dernier de "renoncer aux revendications salariales" et de "réadapter les habitudes de consommation" (en consommant ivoirien)!

Quel cynisme à l'égard des petites gens! Quel mépris à l'égard des travailleurs! Quel est le pauvre qui a consommé autre chose que des produits locaux, quand il lui arrive d'en avoir les moyens? Avec quoi le travailleur peut consommer des produits de luxe? Avec des salaires de misère bloqués depuis plus de dix ans, alors que le coût de la vie a sensiblement augmenté -même avant la dévaluation?

Et maintenant qu'à la suite de la dévaluation, notre pouvoir d'achat a, de fait, diminué de moitié et que tous les prix des produits ont augmenté de façon vertigineuse, il nous est de plus en plus difficile de pouvoir simplement trouver à manger tous les jours.

Oui, même le riz local, les poissons pêchés sur place, le lait ou le "saflait" fabriqués par SIALIM (une société locale) par exemple, ont vu leurs prix considérablement augmenter et devenir presque inaccessibles pour les travailleurs. Même les plats d'attiéké et d'allocos dont les prix restent encore abordables, les petites gens ont déjà bien du mal à en consommer quotidiennement.

Alors, quand l'honorable ministre parle de consommer ivoirien, cela ne nous concerne pas. Il ne s'adresse pas à nous qui avons bien du mal à nous procurer, ne serait-ce que des produits de base locaux. Il ne s'adresse pas à nous qui n'avons pas les moyens de nous faire soigner. Il ne s'adresse pas à nous qui ne savons que faire pour payer régulièrement les loyers, les vêtements, etc.

Non, il s'adresse à des gens comme lui, qui ont droit gratuitement à des villas et véhicules et qui, de plus, sont grassement payés pour mener un train de vie à l'occidentale. Ces gens-là ne vivent pas comme nous. Ils vivent dans un autre monde, celui des riches. Ils ne peuvent donc pas connaître nos problèmes. Ils se moquent de nos difficultés quotidiennes pour survivre.

C'est pourquoi, nous les travailleurs, nous ne devons pas tenir compte des propos d'un porte-parole des riches. Aujourd'hui, nous ne mesurons peut-être pas encore suffisamment les conséquences graves de cette dévaluation criminelle. Mais dans les semaines et les mois à venir, la vie sera de plus en plus chère, de plus insupportable. Pour assurer notre survie, c'est-à-dire maintenir simplement notre situation très précaire d'avant la dévaluation, il nous faut absolument imposer au gouvernement une augmentation de salaires de 100%. Cela est possible par la mobilisation et la détermination de tous les travailleurs et pauvres.

**AVEC LA DEVALUATION,  
SITUATION ENCORE PLUS DURE POUR LES OUVRIERS**

Voilà bientôt deux mois que le franc CFA a été dévalué. Mais le salaire des ouvriers n'a toujours pas changé. Alors que dans le même temps, les prix des denrées alimentaires comme le riz, l'igname, l'aubergine, le poisson, la tomate - constituant l'aliment de base - dans les marchés comme Abobo ont augmenté plus de 50%. Le seau de charbon est passé de 100f à 150f. Le prix du poisson est passé du simple au double. Le bruit cours déjà qu'une augmentation de 60 à 70% du prix du pain est imminente. Le prix du transport inter-urbain en gbaka a augmenté en moyenne de 25 à 50%, suivant les quartiers.

Aujourd'hui, même avec un budget de 1000f par jour réservé pour la nourriture familiale - un repas - un ouvrier ne peut pas nourrir sa famille. Or le salaire net que perçoit réellement un ouvrier d'usine tourne entre 35.000 et 50.000f. Mais celui-ci perçoit rarement cette somme. Ceci s'explique par le fait que l'ouvrier est en permanence endetté auprès de son entreprise, le plus souvent pour l'achat de médicaments; qui ont augmenté de plus de 46%. Ce crédit retiré de sa paye, il ne reste généralement à l'ouvrier qu'une somme variant entre 20.000f et 35.000f avec laquelle il doit tenir durant un mois.

La conséquence c'est que, de plus en plus, une famille ouvrière doit se contenter, pour tout repas, de bananes plantains braisées accompagnées de piment et peut-être un peu de tomate.

Aujourd'hui, rares sont les

ouvriers qui peuvent envoyer leurs enfants à l'école. Rares aussi sont ceux qui se rendent au travail en gbaka. Beaucoup font des trajets de 5 à 7 Km à pied pour économiser 100f. Même des ouvriers qualifiés tels que les mécaniciens et les électriciens vivent de plus en plus les mêmes réalités.

Les demandeurs d'emploi sont tellement nombreux que les patrons en profitent pour aligner les salaires vers le bas. Le "Smig" est à 217f de l'heure. L'ouvrier qualifié perçoit autour de 250f de l'heure.

Les usines emploient aujourd'hui, dans les bureaux ou dans la production, de plus en plus de "stagiaires" - "Programme d'Aide à l'Emploi" - payés à 31.000f par mois et ce durant un an sans aucune obligation d'embauche au bout.

Les usines n'embauchent d'ailleurs plus. elles se contentent d'employer des "journaliers" payés à un travail à la pièce, corvéables à merci.

Les patrons trouvent tous les prétextes pour renvoyer les ouvriers ayant un contrat pour les remplacer par des journaliers qui leur coûtent deux fois moins.

Pour "arrondir" les fins de mois, les ouvriers sont obligés d'accepter de faire des heures supplémentaires. Il n'est pas rare de voir des travailleurs effectuer jusqu'à 220 heures par mois pour un salaire qui ne

suffira pas à finir le mois. Malgré tout le mépris affiché par les patrons envers les ouvriers qui sont menacés chaque jour de renvoi, malgré toutes les "sanctions" sous forme "d'avertissement" que reçoivent les ouvriers pour un oui ou pour un non, malgré leur maigre salaire, les ouvriers sont obligés de quémander auprès du patron un poste de journalier pour leur femme, leur fils ou leur frère.

Ce mois-ci, avec la dévaluation, dès le deux du mois, la liste des travailleurs demandant une avance sur le salaire étaient déjà longue. Les ouvriers se sentent perdus. Les questions qu'il se posent tous sont les mêmes: "comment on va faire?" "Il faut qu'ils voient notre cas; on ne peut pas continuer comme ça". "même les animaux ont besoin de se nourrir". "C'est grave!" "Les gens nous voient sortir dès 4h du matin pour nous rendre au travail. Ils nous voient revenir à la maison quand tout le monde est déjà couché, alors qu'on n'a rien à manger: ça fait honte! Nous ne sommes pas des animaux

quand même."

C'est vrai. Alors, nous devons défendre notre dignité d'homme, nous devons défendre nos intérêts matériels et moraux pour sortir de cette misère qui augmente chaque jour. Pour cela, nous ne devons compter que sur nous-mêmes et non sur ces politiciens de l'opposition avides de pouvoir, qui critiquent peut-être les dirigeants, mais c'est pour prendre leur place pour mieux servir la bourgeoisie. Ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition sont d'accord au moins sur un point: préserver les intérêts de la bourgeoisie, faire payer toujours plus les pauvres -y compris par la violence!

A la violence des riches sur les pauvres, le prolétariat n'a pas d'autres choix que de s'organiser pour rendre coup pour coup! Et mieux encore, s'organiser pour enlever aux riches ce qui fait sa puissance: son argent, ses usines, toutes ses richesses. C'est la seule manière pour les pauvres d'avoir une vie meilleure.

### SENEGAL : EMEUTE CONTRE LES EFFETS DE LA DEVALUATION DU CFA

Le 16 février dernier, un rassemblement organisé par une coordination des partis d'opposition pour protester contre les conséquences néfastes de la dévaluation du CFA, s'est transformée en une émeute violente contre le pouvoir. Le

gouvernement de Diouf s'attendait plus ou moins à ce que des émeutes ou des manifestations de rue se déclenchant tôt ou tard dans la capitale, tellement la colère est grande parmi la population contre les récentes mesures

d'austérité qui s'ajoutent à celles déjà nombreuses qu'elle subit depuis des années. C'est pour cela que, quelques semaines plus tôt, juste après la dévaluation du franc CFA, Diouf s'était octroyé les "pleins pouvoirs" afin de faire face aux réactions de mécontentement de la population.

Les autorités avaient interdit la manifestation; alors, les dirigeants de l'opposition se sont contentés d'un simple meeting dans une place publique. C'est ce rassemblement qui s'est transformé en émeute. Les dirigeants de l'opposition, notamment Wade et Savané, ont été eux-mêmes débordés. Des tenants d'un mouvement islamiste (les Moustarachidines) ont réussi à entraîner derrière eux une grande partie de la foule lasse des discours plutôt modérés des leaders de l'opposition.

La violence a été telle que même les policiers chargés du service d'ordre ont été pris au dépourvu. Il y a eu 8 morts (dont 6 policiers) et plusieurs dizaines de blessés lors des affrontements. Des groupes de manifestants encadrés par des militants islamistes, dont certains étaient armés de barre de fer, voire même d'armes à feu, sont allés jusque devant le palais présidentiel pour crier leur haine contre la politique de Diouf. D'autres arrêtaient des voitures dont quelques-unes ont été incendiées.

Le pouvoir a réagi en arrêtant un certain nombre de dirigeants politiques de l'opposition, dont Abdoulaye Wade et Landing Savané. Le mouvement des moustarachidines (proche de la confrérie des Tidiane) a été interdit de même que le fils du Cheikh Tidiane Sy (le grand imam de cette confrérie) a été arrêté.

Le gouvernement les accuse de se mêler de la politique, de faire de l'agitation intégriste. En réalité ce qu'il ne tolère pas, c'est que les dirigeants de cette confrérie sont proches du parti de Wade (l'actuel "opposant" qui, hier encore était au pouvoir à côté de Diouf). La famille de Diouf ne le porterait dans son cœur, cela d'autant moins que le fils de Tidiane Sy est, paraît-il, en conflit avec elle. Il voudrait, selon les rumeurs, ravir à la famille de Diouf le monopole de l'importation du riz au Sénégal, ou bien qu'il souhaiterait lui aussi avoir sa part dans cette manne.

Il n'y a pas encore longtemps, le grand imam des Tidiane était un des fidèles alliés de Diouf. Lorsque les élections avaient lieu, cet imam n'hésitait pas à prononcer la consigne religieuse pour appeler les fidèles à voter pour le candidat Diouf parce qu'il était "le candidat de Dieu". Ce sont ces mêmes gens qui sont accusés aujourd'hui parce qu'ils seraient devenus de dangereux agitateurs aux yeux du pouvoir!

Diouf voudrait bien que le mouvement des moustarachidines milite, mais à condition que ça soit en sa faveur. Il en a bien besoin car d'autres émeutes, peut-être encore plus violentes, peut-être encore plus massives pourraient éclater dans les semaines ou les mois qui viennent, car c'est la condition de vie de plus en plus misérable de la population qui crée les conditions des émeutes et des révoltes.

Aujourd'hui le calme semble revenu à Dakar, mais la colère de la population contre les effets terribles de la dévaluation pour les masses

pauvres ne fera qu'agrandir le nombre des mécontents. Il n'y a pas que Diouf qui craint la révolte populaire mais également ses maîtres. Lors de l'enterrement d'Houphouët, Mitterrand, le chef de l'impérialisme français, avait réuni tous ses valets de la zone franc pour leur dire qu'il "veillait" sur eux et qu'il tenait son armée prête pour intervenir en cas de besoin. Les dirigeants du FMI, eux aussi, ont trouvé 67 millions de dollars pour les prêter en urgence à Diouf dès le lendemain des émeutes. Ils savent que les caisses de l'Etat sénégalais sont vides et qu'il n'y a même pas de quoi payer le salaire d'un seul mois pour les fonctionnaires, c'est-à-dire aussi pour les policiers et les militaires qui sont censés défendre le pouvoir en cas de révoltes populaires. On se souvient qu'en avril 1987 les policiers eux-mêmes avaient manifesté contre le pouvoir pour revendiquer notamment des salaires et de meilleures conditions de travail.

Les conséquences de la dévaluation ne font que commencer à se faire sentir. Bien des gens, y compris parmi les petits salariés, ne s'attendaient pas à la gravité de cette décision et ce d'autant moins que le gouvernement, par l'intermédiaire de la télévision, de la radio comme par la presse officielle, leur avait caché que, sans diminuer leurs salaires on pouvait du jour au lendemain réduire leur pouvoir d'achat, déjà au plus bas, de moitié sinon plus par le mécanisme de la dévaluation de 50% de la monnaie. Certains croyaient aux paroles des dirigeants du pouvoir qui leur disait (et qui leur dit toujours) que la dévaluation allait avoir des conséquences positives pour les pauvres mais

qu'il fallait tout d'abord consentir à faire des sacrifices.

L'émeute de Dakar ne fait que présager ce qui peut se passer demain dans d'autres capitales. Les pouvoirs en place n'auront pas d'autres choix que la répression ou la démagogie pour détourner la colère populaire. Mais les travailleurs, comme l'ensemble des couches pauvres n'ont pas, eux non plus, d'autres choix que la révolte pour améliorer, ou tout simplement pour empêcher que leurs conditions ne se dégradent encore plus. Malheureusement, la révolte à elle seule, même si c'est la voix à suivre, ne suffit pas pour résoudre les problèmes des pauvres. Si les pauvres ne prennent pas conscience de leurs intérêts spécifiques, des politiciens démagogues, ceux du pouvoir comme ceux qui aspirent à y parvenir, peuvent les entraîner vers des voies comme celle de l'intégrisme religieux ou celle de l'éthnisme qui sont des voies sans issue pour les pauvres et qui se retournent contre eux-mêmes.

Voilà pourquoi il est indispensable que naisse et se développe rapidement, au Sénégal en particulier et en Afrique en général, un parti représentant les intérêts de la classe ouvrière - ses intérêts au jour le jour comme ses intérêts à long terme. Un parti qui se propose clairement comme objectif la prise de pouvoir par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre; l'établissement d'un gouvernement représentant le pouvoir des classes exploitées de la société, visant clairement le renversement de l'ordre social actuel par l'expropriation de la classe

bourgeoise et la mise à la disposition de la collectivité de toutes les ressources, de toutes les usines, de tous les moyens de production. Un pouvoir dont la force ne reposerait pas, comme actuellement, sur une armée, sur une police entièrement au service des classes riches, mais sur l'armement des classes exploitées.

Un tel pouvoir qui chercherait à satisfaire avant tout les besoins des classes travailleuses, ouvriers et paysans pauvres, ne pourrait certes pas faire des miracles et faire d'un seul pays d'Afrique, d'un groupe de pays, voire, du continent tout entier, une région développée aussi riche que certains pays d'Europe ou d'Amérique. Pour cela, il faudrait que la révolution des ouvriers éclate, aussi, dans les pays riches et que le pouvoir passe aux mains des prolétaires à l'échelle du monde. La véritable perspective pour sortir de la misère est là, dans la destruction de la société capitaliste à l'échelle du monde, et dans la répartition entre tous les hommes de toutes les

richesses aujourd'hui accumulés par la seule bourgeoisie des pays impérialiste.

Mais un gouvernement reposant sur les ouvriers et les paysans pauvres organisés et armés pourrait tout de même faire beaucoup de choses et tout de suite. Il pourrait mettre à la disposition des couches les plus pauvres ce qui est monopolisé par les seules couches riches. Répartir de façon équitable entre tous le peu qu'il y a. Chercher à privilégier, dans la production locale, alimentaire ou industrielle, ce qui est destiné à satisfaire les besoins indispensables des classes populaire, et non pas ce qui rapporte du profit à quelques uns sur le marché mondial.

En se révoltant, les masses populaires trouvent spontanément la seule voie efficace pour faire reculer les classes riches. Mais il ne suffit pas de faire reculer ces dernières. Il faut leur enlever le pouvoir. Là commence la solution de nos problèmes.

**LE PRINCIPAL RESPONSABLE  
DE LA MISERE EN AFRIQUE,  
C'EST LE CAPITALISME !**

Pour certains, l'Afrique n'aurait plus aucun avenir. Ils étalent leur pessimisme. Ils ne voient pas comment on pourra s'en sortir un jour. D'autres, par contre, accusent les dirigeants d'être responsables de la situation actuelle à cause de leur mauvaise gestion des affaires de l'Etat et préconisent

la création d'un fonds monétaire africain comme seul moyen de sortir de l'impasse actuelle. On entend aussi ceux qui font des reproches à l'Occident en général, qui opposent le Nord riche au Sud étranglé. Pour d'autres encore, l'Afrique n'aurait pas les ressources morales et psychologiques, le

tempérament gagnant qu'il faut, pour qu'elle prenne son destin en main. Selon eux, les peuples africains ne travailleraient pas assez, le sous-développement chez nous serait endogène, résulterait d'une abdication collective, comme un aveu d'impuissance, que devrait venir combler l'aide salvatrice des métropoles occidentales, riches de leur supériorité technique mais aussi de leur civilisation. La seule chance de l'Afrique serait qu'elle soit mise sous la tutelle des puissances riches. Ils parlent de mesures d'accompagnement suffisantes, de plan Marshall.

On n'est pas loin de la vieille image de l'Afrique barbare, sauvage, terre d'ombres et des ténèbres, qu'on devrait "civiliser", dont la mémoire collective de nos peuples garde encore d'indélébiles souvenirs atroces marqués sur sa chair par le fer rouge d'une période qui n'est pas lointaine: la colonisation. Pourtant, tel est, pour l'essentiel, le faisceau de réactions suscitées ici et là, notamment dans la presse ivoirienne et africaine, par la nouvelle de la dévaluation du F CFA. De façon curieuse, c'est l'Afrique et ses peuples qu'on culpabilise !

Oui, l'Afrique s'enfoncé dans la misère et la famine. Comment en douter ? Ce ne sont pas seulement quelques pays qui sont menacés. C'est tout le continent qui sombre dans les profondeurs de la désolation. Aucune région n'est épargnée. Du sahel, craquelant sous la sécheresse, aux zones tropicales, en passant par les régions du nord et celles de l'est, où est, en effet, la place de la majorité pauvre de nos populations ?

Mais d'où vient cette

situation ? D'une damnation dont nos peuples seraient victimes ? D'une incapacité congénitale de ces derniers de se développer ? La famine et autres calamités sociales qui frappent notre continent ne tombent pas du ciel !

L'Afrique a été mise en coupe réglée, exploitée, pillée, saignée à blanc pour le plus grand bien de la bourgeoisie des pays riches. D'abord, avec, certes, la complicité des roitelets locaux, on a réduit en esclaves une partie des populations de ce continent pour enrichir la bourgeoisie anglaise, française, américaine, dans les plantations de canne à sucre, de tabac et de coton etc..., aux Antilles françaises, anglaises et en Amérique.

Ensuite, la bourgeoisie impérialiste a colonisé l'Afrique. Elle l'a dépecée, pillée. Elle a démoli ses cultures vivrières pour imposer celles rentables et profitables aux industries des pays riches : coton, cacao, café, arachide. Elle a cassé son marché intérieur pour le soumettre à la loi de l'argent, au marché mondial contrôlé par les pays impérialistes, etc...Voilà d'où vient la situation actuelle, la dégringolade vertigineuse de notre continent dans le gouffre de la famine et de la misère !

Et puis il y a eu les indépendances. L'impérialisme a imposé à nos populations des marionnettes pour continuer la même entreprise d'exploitation de notre continent pour la bonne marche du commerce et des industries des pays riches. Même là où les peuples s'étaient emparés des armes, battus et avaient eu raison de le faire, on n'a fait que changer la couleur des gardiens des



prisons. Les réalités sociales sont restées les mêmes et l'Afrique, un immense enfer pour les pauvres.

Oh, bien sûr, les dirigeants africains et les sous-fifres à leur solde, eux, il est vrai, s'en sont bien sortis. Ils se sont enrichis, vivent dans le luxe. Même à Mogadiscio, leurs familles ne crèvent pas de faim et de maladies. Mais, ils ne sont que des nègres de service. Richement payés, certes, mais des laquais quand même! Un Habré, l'ancien dictateur tchadien, chassé comme un boy récalcitrant dont on ne veut plus et remplacé par un autre, plus docile, en sait quelque chose. Mais son sort n'est pas différent de celui d'un Houphouët Boigny à qui, de son vivant, la bourgeoisie impérialiste a rappelé sa vraie place en lui imposant la vente de son propre cacao aux conditions déterminées par elle. Et, on s'en souvient, notre "Nana", très arrogant quand il s'agissait des pauvres ivoiriens, qui prétendait être né dans l'or et le luxe, a avalé son orgueil et repris sa position sociale naturelle : il s'est agenouillé devant les margoulins qui contrôlent le marché mondial. La manière dont la dévaluation du F CFA a été imposée, le 11 janvier dernier à Dakar, aux dirigeants de la zone franc par un ministre français de la Coopération et un commis de la Banque mondiale est aussi une illustration éloquente de cet aspect des choses !

Les principaux responsables de la misère de l'Afrique sont donc la bourgeoisie des pays riches, ses trusts et ses Etats. Même aujourd'hui, ils tirent des richesses des populations africaines, par divers moyens : le remboursement des dettes, les mesures d'ajustement du FMI, qui étranglent les plus démunis, les

privatisations des usines, et surtout la loi du marché international sous leur contrôle.

Ce pillage, vieux de plusieurs siècles, est la principale explication de ce qui se passe sur notre continent de façon générale. La dévaluation imposée à nos chefs d'Etat n'en est qu'un aspect.

Alors si on veut que l'Afrique sorte de cette situation, il ne suffit pas qu'elle se dote d'une simple monnaie commune. Une telle mesure ne résoudra aucun problème. La situation des pays comme le Nigéria, le Ghana, le Zaïre, la Zambie, pour ne parler que de ceux-là, qui ont leur propre monnaie en est une démonstration éclatante. Leur monnaie ne les protège pas contre la misère et le sous-développement, conséquences de la domination et de l'exploitation capitaliste dont les masses pauvres sont les premières victimes. Sans oublier que dans ces mêmes pays, on enregistre aussi une inflation allant jusqu'à 400%, voire plus, comme au Zaïre.

La charité ne suffit pas non plus. D'ailleurs l'Afrique n'en a pas besoin. Surtout pas du côté de ceux qui font semblant de verser des larmes de crocodile sur son sort ! La prétendue aide des pays riches n'est pas faite pour résoudre les problèmes des masses africaines. Elle est faite pour permettre à la bourgeoisie des pays riches de se donner parfois une bonne conscience, mais, surtout, dans bien de cas, de s'enrichir sur le dos de nos populations.

Certains parlent de la nécessité d'un plan Marshall

pour l'Afrique. Les doux rêveurs! Les puissances impérialistes n'ont aucune envie de donner -ou de prêter- à l'Afrique, si ce n'est pour continuer et aggraver la dépendance de l'Afrique à l'égard des usuriers de la finance internationale. Le plan Marshall, cet ensemble de dons et de prêts consentis au lendemain de la deuxième guerre mondiale par les Etats-Unis à une Europe ruinée par cette guerre, n'a eu d'ailleurs un certain effet que parce que les puissances européennes, bien que ruinées, étaient tout de même des puissances impérialistes. C'est vers elles que continuaient à converger les canaux de l'exploitation et du pillage du tiers-monde. Ce qui a permis aux pays d'Europe de s'en sortir, ce n'est donc pas le plan Marshall, mais l'exploitation de leur classe ouvrière et le pillage accru de leurs colonies. Alors, à supposer même qu'on baptise "nouveau plan Marshall pour l'Afrique", une nouvelle mouture de ce qu'on appelle aujourd'hui "aide aux pays pauvres", on sait que cette aide est engloutie par "nos" propres classes privilégiées, par "nos" dictateurs, quand elle n'est pas accordée purement et simplement pour financer des achats effectués auprès des capitalistes des pays "donateurs".

D'autres cherchent peut-être à avoir la conscience tranquille en faisant des discours sur une opposition entre le Nord, riche, et le Sud, pauvre, et de s'en plaindre. Mais s'il est vrai que nos pays sont pauvres parce qu'exploités, il est tout autant vrai que le Sud a aussi ses riches et le Nord, ses pauvres également. L'exploitation du Sud par le Nord n'est qu'un aspect de l'exploitation générale des pauvres par les riches dans le monde. L'opposition n'est pas

entre Nord et Sud, mais riches et pauvres, en Afrique et ailleurs. Et plus fondamentalement encore, l'opposition est entre bourgeoisie et prolétariat; entre une classe capitaliste qui monopolise les moyens de production, et la masse de ceux qui ne peuvent vivre qu'en vendant leur force de travail.

Cette opposition est fondamentale, car tout le système capitaliste est ainsi fait qu'il polarise la richesse d'un côté et la pauvreté de l'autre. Les prolétaires, même dans les pays riches peuvent travailler tant et plus, leur travail ne fait qu'augmenter l'accumulation capitaliste au profit de la classe riche. Même dans les pays les plus riches de la planète comme les Etats-Unis, seules les couches supérieures du prolétariat accèdent à un certain confort, et encore!- la menace du chômage rend la vie des prolétaires toujours aléatoires- mais là-bas aussi, des couches importantes du prolétariat vivent très pauvrement, sans même parler de ceux qui sont poussés vers le prolétariat et la misère.

Le monde d'aujourd'hui est un gros village. A l'échelle de la planète, nous vivons tous dans le même système, avec partout les mêmes problèmes. Le système mondial actuel a lui-même fait sauter les frontières et planifié, à sa manière, l'économie mondiale. Mais seulement voilà : de par les buts qu'il s'assigne, son fonctionnement, son organisation, ce système est malade. Il ne marche plus. A l'heure où s'effondrent les dictatures hideuses du stalinisme, il démontre partout qu'il y a longtemps qu'il est en crise, en faillite.

Pour faire du profit, d'un côté, la bourgeoisie des pays riches stocke des milliards de tonnes de vivres. Elle les brûle. Elle paie les paysans pour ne pas produire plus de viande, plus de lait, plus de blé, pour laisser en friche leurs champs. Elle ferme des usines, les détruit. Elle licencie, investit non pas dans ce qui est utile, dans la production, mais dans rien, dans la spéculation, alors que, de l'autre côté, des millions de gens, plus de la moitié de l'humanité, crévent de faim, manquent du minimum nécessaire pour vivre, y compris dans les pays riches ! On dilapide des sommes colossales dans des choses inutiles, comme la basilique d'Houphouët Boigny ou l'armement, alors que des centaines de millions d'hommes, de femmes, d'enfants sont réduits à vivre dans des bidonvilles, à côté des égouts à ciel ouvert, meurent de maladies que l'on peut soigner à moindre frais, par exemple le paludisme avec de la nivaquine ! Voilà comment fonctionne l'économie mondiale ! Quand il y a tout cela, alors que l'humanité n'a jamais été aussi riche..., le mot gâchis est faible pour exprimer la réalité des choses : à l'ère de la conquête de l'espace, nous sommes encore en pleine barbarie !

Mais, les barbares ne sont pas ceux qu'on croit. Ce ne sont pas, en tout cas, les masses africaines, victimes d'exploitation, qui, avec peu de moyens, luttent quotidiennement pour que la vie gagne du terrain sur la mort. Les barbares, ce sont les profiteurs de ce système, les privilégiés avides, les parasites, de nos pays, mais surtout les sommets de la bourgeoisie mondiale, ces messieurs bien "éduqués", bien "civilisés" de New-York, Paris ou Londres, devant lesquels se

prosternent l'élite africaine, qui n'ont même pas besoin de piller pour être riches : ils payent d'autres pour le faire à leur place, comme, jadis, Al Capone et les chefs de la pègre.

L'enfant africain affamé, au corps chétif, au ventre ballonné soutenu péniblement par des côtes qui se comptent à l'oeil nu, est, il est vrai, une certaine image de l'Afrique. Mais il est plus que ça. Il est surtout le symbole du système capitaliste mondial sur lequel veillent ces barbares des temps modernes. Ce qui nous étrangle et empêche notre développement, c'est le capitalisme, cet ordre social inique, indigne, révoltant, qui s'accommode du fait que l'on meurt de misère ici en Afrique, mais aussi, parfois, à New-York ou à Paris, alors que l'économie mondiale, comme jamais auparavant, est aujourd'hui capable de produire de quoi nourrir, vêtir, loger, soigner tous les habitants de la planète.

Alors, pour tous ceux qui veulent que l'Afrique s'en sorte, c'est au système économique capitaliste mondial actuel qu'il faut s'en prendre. Tant que l'Afrique restera dans ce système, il n'y aura aucune perspective de développement possible. De l'ordre capitaliste actuel, nous ne pouvons recevoir que les poubelles : la misère, la famine, les maladies, les dictatures et les guerres ethniques.

C'est dire qu'il n'y a pas d'avenir particulier pour l'Afrique. Si le monde continue à être dominé par la bourgeoisie capitaliste, pour l'Afrique, la misère s'aggravera, sans espoir de changement. La seule perspective c'est le renversement révolutionnaire du

système capitaliste à l'échelle du monde. Cela ne signifie nullement que l'Afrique est condamnée à attendre son salut d'ailleurs. Au contraire! Le prolétariat africain a beau être numériquement faible, il vit au milieu d'un tel océan de misère qu'il pourrait facilement trouver des alliés dans les couches pauvres des villes et des campagnes, et qu'il pourrait très bien être à l'origine d'une nouvelle vague révolutionnaire mondiale. Un peu comme la Russie, un grand pays pauvre elle aussi, a été à l'origine d'une vague révolutionnaire formidable dans les années 1917-18. Mais cette nouvelle vague révolutionnaire pourrait, cette fois, aller jusqu'au bout, jusqu'au renversement de l'ordre bourgeois à l'échelle du monde.

Voilà pourquoi il est indispensable que le prolétariat africain s'engage dans la voie de la révolution prolétarienne, de la révolution communiste. Et pour que cela puisse être le cas, il faut que se constituent en Afrique des organisations, même ne regroupant aujourd'hui que des minorités, mais qui sachent

renouer avec les traditions révolutionnaires du prolétariat, avec le marxisme, avec les idéaux communistes. Le caractère révolutionnaire des futurs et inévitables mouvements de masse de demain peuvent dépendre des choix faits par des minorités révolutionnaires aujourd'hui.

L'avenir de l'Afrique réside dans la mise en commun, chez nous et à l'échelle du monde, des richesses colossales existantes, qui sont le patrimoine de l'humanité et non le produit du génie de tel peuple ou de tel pays, afin qu'elles servent à résoudre les problèmes des hommes, de tous les hommes de la planète. C'est le seul moyen pour en finir avec les fléaux dont souffrent les populations africaines et plus des trois quarts des êtres humains dans ce monde.

Mais cette perspective-là, seuls les travailleurs, les opprimés d'Afrique et d'ailleurs, peuvent la réaliser. A condition qu'ils soient organisés pour cela, qu'ils aient leurs propres partis révolutionnaires.

**BOSNIE:  
CE N'EST PAS LA PAIX QUE VEUT L'IMPERIALISME**

Il a donc fallu l'ultimatum de l'ONU sous la houlette de l'impérialisme américain et la pression de Moscou sur ses protégés serbes pour que cesse le massacre des populations civiles de Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine.

En Bosnie-Herzégovine comme dans tout le reste du territoire de l'ex-Yougoslavie vivaient et se côtoyaient les populations d'origine et de confession diverses, principalement les Croates, les Serbes et les Musulmans. Dans tout le

territoire de l'ex-Yougoslavie, dans les villes et les villages existaient ces trois principales communautés. Des mariages se contractaient entre elles; les peuples étaient confondus et les ethnies imbriquées. L'appartenance à une ethnique ou une confession religieuse n'était qu'un lointain souvenir. Ils étaient d'abord yougoslaves.

Il a fallu l'éclatement de la Yougoslavie pour que les privilégiés du pouvoir central qui veulent profiter de cette situation se réveillent et réveillent les vieux démons de la division ethnique ou religieuse en s'affirmant qu'ils sont avant tout Serbes, Croates ou Musulmans. Aussi réclament-ils un bout de territoire pour ces différentes communautés et en se posant d'ores et déjà comme les représentants de ces futures entités aberrantes.

Cette revendication des privilégiés est en effet aberrante car, il ne peut y avoir de territoire, si minuscule soit-il, représentant uniquement chacune des ethnies ou chacune des confessions. Partout, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, toutes ces communautés existent et cohabitent.

Ce sont donc ces privilégiés qui, en armant leurs partisans, entraînent les populations respectives dans la guerre qui

déchire non seulement la Bosnie mais embrase l'ex-Yougoslavie tout entière. Ce ne sont pas les populations, toutes tendances confondues, qui ont décidé de s'entre-tuer; mais les cliques dirigeantes qui leur montrent le chemin de la haine ethnique ou confessionnelle.

Ces dirigeants qui se posent en nationalistes ont tout à gagner dans le dépeçage de la Bosnie comme du reste du territoire. Au nom du nationalisme serbe, croate ou musulman, ce qu'ils veulent en réalité, c'est une parcelle de pouvoir sur de petits bouts de territoire. Chaque pouvoir ne sera qu'une dictature, rien de plus. C'est cette vision inique que les dirigeants occidentaux et américains veulent entériner dans l'ex-Yougoslavie pour y faire régner leur paix et leur ordre par l'entremise des bandes rivales. C'est ce partage-là que le plan de paix veut entériner: livrer les populations au diktat des chefs de tendances armées qui, déjà, se révèlent être des assassins.

Le seul espoir pour l'avenir de l'ex-Yougoslavie viendra des populations à qui on n'a jamais demandé leur avis sur ce dépeçage. Le seul espoir donc est que le peuple rejette ces cliques nationalistes qui osent parler en leur nom.

---

## MOYEN ORIENT

### LA TUERIE D'HEBRON: UN PAS DE PLUS VERS LE FOSSE DE HAINE ENTRE LES PEUPLES

---

Le 25 février dernier, un colon israélien a ouvert le feu dans une mosquée à Hébron (Cisjordanie). Il a y eu 52 morts

et des dizaines de blessés.

Les journaux occidentaux et les télévisions présentent le massacre

comme étant l'oeuvre d'un déséquilibré. En réalité l'assassin était un médecin faisant partie d'un de ces groupes d'extrême droite qui foisonnent en Israël et qui se caractérisent par leur haine des Arabes. Ces groupes bénéficient en Israël de la sympathie des milieux religieux ainsi que de la hiérarchie militaro-policière.

Immédiatement après la tuerie, les Palestiniens sont descendus et continuent à descendre dans les rues des territoires occupés. Ces territoires sont bouclés par l'armée de Rabin qui tire sans sommation. 26 Palestiniens ont trouvé la mort depuis le massacre de Hébron ainsi que deux colons juifs.

Dans tous les pays arabes c'est l'indignation. Au Caire une manifestation de soutien aux Palestiniens s'est transformée le 4 mars en affrontements avec la police. Le Cheikh Tantawi, mufti de son état, réputé modéré, a appelé les Palestiniens à "tuer autant d'Israéliens".

En Syrie, le gouvernement déclare avoir pris des mesures pour protéger la communauté juive contre les menaces d'actes de représailles. Le "Parti Musulman Syrien Pour la Justice" affirme par tracts que "le sang des juifs va être versé à la fin du Ramadan".

Ainsi donc, face aux actes criminels des sionistes partisans du Grand Israël, se développe partout dans les pays arabes et même maghrébins, des groupes islamistes "Grand Arabe" tout aussi criminels. Les uns et les autres visent à faire capoter pour des raisons similaires réciproques l'accord Israël-OLP du 13 septembre 1993.

La marge de manoeuvre de l'OLP, la centrale palestinienne, devient de plus en plus étroite. Les dirigeants de l'OLP sont prêts, pour peu que les dirigeants d'Israël et des puissances occidentales le veulent bien, à collaborer dans un sale boulot de flic que les occupants actuels n'arrivent pas à accomplir dans les territoires occupés.

Ce seront des policiers ainsi que des bureaucrates palestiniens qui bénéficieront des postes et des sinécures sous haute surveillance de leurs homologues israéliens. Les notables et les bourgeois palestiniens pourront également y trouver leur compte; Ils pourront, entre autres, faire circuler plus facilement leurs capitaux.

Mais tous ces petits calculs peuvent être compromis par les extrémistes islamistes qui, eux aussi, ont des ambitions de diriger des Etats sous une sanglante dictature à l'image de l'Iran.

Yasser Arafat, craint cette concurrence à son détriment. Il a envoyé Abed Rebbu, un de ses lieutenants faire une tournée auprès des gouvernements occidentaux pour obtenir d'eux "une présence internationale à la fois civile et militaire afin que la phase...ne se transforme en épisode de guerre".

Les dirigeants de l'impérialisme qui se félicitaient hier de leur "nouvel ordre économique mondial", et de l'accord Rabin/Arafat sous la houlette de Clinton, font état aujourd'hui de la fragilité d'une telle orientation.

Le capitalisme en crise

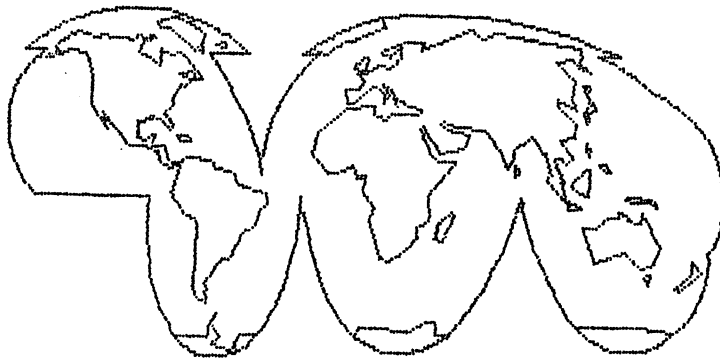
jette des peuples dans des conflits sans issue dans bien des contrées de la planète.

Bien sûr ces conflits sous leur forme actuelle et sous la direction des nationalistes, sionistes ou islamistes, ne peuvent pas menacer directement cet ordre. Mais l'instabilité, les foyers de tensions permanents peuvent aussi déboucher sur une

prise de conscience de l'oppression par les peuples.

Malgré le mur de haine qui a été bâti pour mieux les diviser, les travailleurs et les pauvres, Juifs et Arabes, pourront un jour être des alliés. Car, après tout, la situation que vivent les uns et les autres est invivable.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.